

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise – CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 6/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **RISQUES**

TOTALENERGIES Petrochemicals France

Établissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_PPC_2023-10-31_RAPVI_MED_LJK_25534
Code AIOT : 0006209855

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2023 dans l'établissement TOTALENERGIES Petrochemicals France implanté Etablissement de Carling BP90290 - 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de l'Inspection. Elle porte notamment sur l'analyse de la dernière notice de réexamen transmise par l'exploitant, et plus particulièrement sur les conditions de stockage des produits, les rétentions et la prévention des risques d'incendie. Un point est également fait sur les suites de la dernière inspection réalisée en 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Établissement de Carling BP90290 - 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006209855
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) exploite une unité de production de compoundage de polypropylène (unité PPC) par mélange et fusion de polypropylène sous forme de

granulés et d'additifs.

Chacune des 2 lignes de production est notamment équipée d'une extrudeuse et d'une unité de granulation.

Les produits finis fabriqués (PPC) sous forme de granulés sont destinés au marché de l'automobile.

Cette unité de production est sous le régime de l'autorisation, soumise à l'arrêté préfectoral n°2016-DLP-BUPE-154 du 29/06/2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Notice de réexamen de l'étude de dangers ;
- Stockage des produits chimiques ;
- Suites de l'inspection du 21/11/2022.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Mise en œuvre des préconisations des FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Confinement des eaux incendies	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 3.16.2.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
6	Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 9.2.6	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
8	Spéciation des COV en sortie "aspiration humide"	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.3.1 (partiel)	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen de l'étude de danger	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98	/	Sans objet
4	Incompatibilité des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	/	Sans objet
5	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	/	Sans objet
7	Surveillance des émissions atmosphériques de COV	Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.2.1 + 4.2.3.1 (partiel)	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de cette inspection, plusieurs non-conformités ont été relevées entraînant la proposition d'un arrêté de mise en demeure.

Même si aucun risque à traiter en urgence n'a été identifié, l'exploitant est invité à être plus rigoureux dans la gestion de son atelier. En effet, plusieurs situations potentiellement non-conformes (porte coupe-feu bloquée temporairement, accès difficile au niveau d'une porte d'évacuation,...) ont été rencontrées en plus des non-conformités identifiées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen de l'étude de danger

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-98 partiel
Thème(s) : Situation administrative, Etude de Dangers (EDD)
Prescription contrôlée : [...] II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre. [...]
Constats : L'exploitant a transmis le 02/08/2021 le réexamen quinquennal de son étude de dangers conformément à l'avis du 08/02/2017. Il ressort de celui-ci que l'EDD n'a pas à être mise à jour. Au vu des constats réalisés sur site lors de la présente inspection, et des éléments fournis dans cette notice de réexamen, l'inspection considère que l'exploitant a satisfait à ses obligations de réexamen quinquennal de l'étude de dangers.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mise en œuvre des préconisations des FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 partiel
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ; [...]
Constats : Les Fiches de Données de Sécurité (FDS) des produits suivants ont été observées : - Spectrus NX1102 (datant de 2022) : la FDS indique en rubrique 7 que le produit doit être stocké dans un endroit ventilé, ne dépassant pas les 35 degrés, et gardé sous clé. Il a été constaté que le produit est stocké dans un container placé à l'extérieur sans ventilation ni contrôle de la température. De plus, le container n'est pas fermé à clé et est accessible par tous. - Spectrus OX909 : la FDS demande un stockage dans un endroit bien ventilé et protégé du gel. Le

produit est stocké dans les mêmes conditions que le précédent. - Cyasorb 3808 : aucune remarque. Le produit n'est effectivement plus considéré comme dangereux.
Observations : L'exploitant ne respecte pas les préconisations des Fiches de Données de Sécurité (FDS) pour le stockage et l'utilisation de ses produits chimiques. L'inspection invite l'exploitant à vérifier le respect des FDS dans les autres ateliers de son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Confinement des eaux incendies

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 3.16.2.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux
Prescription contrôlée : En cas de fortes précipitations, les eaux pluviales sont dirigées par débordement d'un déversoir d'orage vers le bassin d'orage et de confinement des eaux d'extinction incendie de l'atelier PPC. Les eaux recueillies sont ensuite transférées à débit maîtrisé vers le réseau ENH de l'atelier Polystyrène via une pompe de relevage. En cas d'incendie, les eaux d'extinction sont confinées dans le bassin d'orage et de confinement de l'atelier PPC pour y être stockées dans l'attente d'analyses et d'un traitement adapté. En cas de volume d'eau d'extinction de plus de 800 m ³ , les eaux d'extinction sont dirigées après information et accord de l'exploitant de la Station de Traitement Final, vers le bassin d'orage de la Station de Traitement Final dans l'attente d'analyses et d'un traitement adapté. En aucun cas ces eaux ne rejoignent le milieu naturel sans un traitement adapté. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour : - éviter la surcharge hydraulique du réseau ENH ; - éviter le débordement du bassin d'orage et de confinement. Le volume minimal disponible du bassin d'orage et de confinement est de 800 m ³ .
Constats : Les plans des réseaux d'évacuation d'eau ont été présentés lors de l'inspection. Les eaux utilisées lors de l'extinction d'un incendie sont bien dirigées vers le bassin d'orage. Lors de la visite du site, l'Inspection a vérifié l'état opérationnel du bassin d'orage. Or, il a été constaté la présence d'un volume d'eau important ainsi que de la végétation. Il ressort donc que le volume minimal disponible est inférieur à 800 m ³ . Il convient de vérifier l'étanchéité du bassin du fait de la présence de végétaux. En conséquence, l'exploitant est mis en demeure de respecter la prescription ci-dessus et de vérifier son étanchéité sous 3 mois.
Observations : Concernant les tuyauteries de surverse observées au niveau du bassin, il est rappelé à l'exploitant que son arrêté préfectoral stipule que : " <i>En aucun cas ces eaux ne rejoignent le milieu naturel sans un traitement adapté</i> ". L'exploitant devra donc vérifier qu'il est bien conforme à ce point, notamment en cas d'incendie.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Incompatibilité des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59 partiel

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de produits incompatibles
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : [...] - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles. [...] Constats : L'exploitant a présenté des plans identifiant clairement le stockage des produits dangereux. Les produits chimiques les plus dangereux sont stockés dans un container à l'extérieur du bâtiment. Celui-ci est sous une rétention dont l'état n'appelle aucune remarque. L'exploitant a identifié un risque d'incompatibilité avec les additifs. Ceux-ci sont donc stockés dans un autre bâtiment (grand hall de stockage) sur une rétention différente de celle du container évoqué ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Suivi de température
Prescription contrôlée : <u>Principes généraux de prévention des risques.</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. [...] Constats : L'inspection s'est interrogée sur le risque de départ d'incendie depuis les silos de stockage de billes de plastique. Un accident a eu lieu en 2017 en France sur ce type d'installation. L'exploitant a précisé que le point d'inflammation de ces billes est situé au dessus de 300°C. De plus, il n'y a pas de système électrique pour faire circuler ces billes, elles sont aspirées. Le site n'est donc pas concerné par un risque d'agglomérat dans une vis sans fin comme cela a été le cas pour l'accident de 2017. Par ailleurs, lors du dépotage, le conducteur de camion reste présent. Il dispose d'un extincteur près des silos et sur le camion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 9.2.6 partiel
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs

Prescription contrôlée : [...] Ces moyens de lutte contre l'incendie sont complétés par la présence, en nombre suffisant et judicieusement répartis : - d'extincteurs répartis au niveau de l'atelier, à l'intérieur des bâtiments couverts, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles.[...]
Constats : La présence d'extincteurs au niveau des silos de dépotage des matières premières ainsi qu'au niveau du chargement des camions a été constatée, tout comme l'accessibilité à ces extincteurs. Par contre, aucun affichage n'est mis en place afin de permettre une identification rapide, en cas d'incendie, de l'emplacement de ces extincteurs. L'extincteur situé au niveau des silos était par exemple situé en retrait et donc non visible depuis la majeure partie de l'aire de dépotage.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Surveillance des émissions atmosphériques de COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.2.1 + 4.2.3.1 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Article 4.2.2.1 Les émissions de COV de l'atelier PPC sont soumises aux dispositions de l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC- 237 du 14 décembre 2009 et de ses éventuelles modifications ultérieures relatif à la mise en place d'un schéma de maîtrise des émissions de composés organiques volatils. Les émissions de COV générées par l'atelier PPC sont intégrées au schéma de maîtrise des émissions (SME) de l'établissement qui sera révisé et transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 décembre 2017 après le démarrage de l'exploitation de l'atelier PPC. Le flux annuel total des émissions de COV (dont émissions diffuses) de l'atelier PPC n'excède pas 2,4 t/an. Article 4.2.3.1 (partiel) Le contrôle des émissions de COV de l'atelier PPC est soumis aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2009-DEDD/IC-237 du 14 décembre 2009 précité et de ses éventuelles modifications ultérieures.[...]
Constats : Lors de l'inspection précédente en 2022, des erreurs ont été constatées dans le cadre de l'examen du rapport SOCOTEC du 2 novembre 2022 qui portaient sur les COVtotaux, les COVnm et le CH4 . L'exploitant s'était engagé à demander une mesure supplémentaire à SOCOTEC pour le point "sortie pompe à vide TP". Les mesures complémentaires ont été réalisées les 28 et 30/11/2022. Le rapport de mesure de concentrations en polluants dans les rejets atmosphériques réalisé les 28 et 30/11/2022 a été présenté à l'Inspection. L'examen de celui-ci ne soulève aucune remarque.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Spéciation des COV en sortie "aspiration humide"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/06/2016, article 4.2.3.1 partiel
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

[...] Une spéciation des COV présents dans les rejets du point E3073 (sortie séparateur pour pompe à vide), représentative des conditions de fonctionnement de l'atelier PPC, est réalisée et transmise à l'Inspection des Installations Classées au plus tard 6 mois après le démarrage de l'atelier PPC."

Constats :

Suite à la dernière inspection réalisée en 2022, l'exploitant a transmis le rapport du 20/09/2017 "mesures 2017 PPC/Aspiration humide - spéciation COV" faisant suite aux mesures du 3 au 5 avril 2017. Après examen de celui-ci, il lui a été demandé de :

- justifier les paramètres retenus pour la spéciation ;
- préciser, pour chaque substance, s'il s'agit de COV visés à l'annexe III ou de COV avec mentions de dangers.

Lors de la présente inspection, l'exploitant a reconnu ne pas avoir réalisé la spéciation des COV présents dans les rejets du point E3073 (sortie séparateur pour pompe à vide), représentative des conditions de fonctionnement de l'atelier PPC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois